

Comment vaincre Lecornu et ses budgets

L'objectif des projets de budget de l'État et de la Sécurité sociale déposés par Lecornu 2 est de réduire le déficit à 4,7 % du PIB en 2026, pour parvenir à 3 % en 2029. Qui va payer ? Certainement pas les capitalistes !

En 1996, on comptait 16 milliardaires, ils sont aujourd'hui 145. Passé de 80 à 1 128 milliards d'euros, le patrimoine total des « 500 » a flambé, multiplié par 14. (Challenges, 10 juillet)

Avec les dispositions envisagées sur les holdings, dans lesquelles les capitalistes planquent leurs yachts, résidences, actions, etc. pour échapper au fisc, seulement 2,5 milliards d'euros seraient gagnés. La surtaxe « exceptionnelle » de 2025 sur les profits des 440 plus grandes entreprises est divisée par deux. Elle ne rapportera que 4 milliards d'euros au lieu des 8 milliards en 2025. La cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) est allégée d'un tiers. L'imposition des très hauts revenus est ridicule.

Pour les travailleurs, c'est une autre musique. Gel du barème de l'impôt, 200 000 foyers en plus vont payer l'impôt et ceux qui en paient déjà vont mécaniquement payer plus. Suppression de la réduction d'impôt pour frais de scolarité dans le secondaire (61 euros par élève en collège, 153 euros au lycée et 183 euros dans l'enseignement supérieur). Gel des salaires des fonctionnaires, des prestations sociales, désindexation des retraites, remplacement de l'abattement de 10 % sur la base imposable des retraités par un forfait de 2 000 euros. Diminution des allocations familiales pouvant entraîner une perte de plus de 2 700 euros par an pour une famille modeste avec trois enfants.

7 milliards sont ponctionnés sur la sécurité sociale. Les dépenses maladies devront suivre une progression de 1,6 % alors que la pente naturelle est de 3 % par an. Les franchises médicales seront doublées, de 50 euros à 100 euros par an. Les indemnités journalières de la sécurité sociale en cas de longue maladie seront soumises à l'impôt. Les mutuelles seront taxées de 1 milliard d'euros, répercuté sur leurs membres.

En revanche, pour l'armée et la police, c'est champagne ! 6,7 milliards de plus pour l'armée, 600 millions de plus pour la police, 800 créations de postes de militaires, 1 450 créations de postes de policiers. Les enseignants devront compenser, avec la suppression de 4 018 postes...

Lecornu a échappé à la censure. Pour acheter la bienveillance du PS, il s'est engagé à reporter jusqu'en 2028 la loi Borne sur les retraites. Mais cet engagement sous la forme d'une lettre rectificative au projet de budget de la sécurité sociale implique que pour valider ce report, le PS devra approuver l'ensemble du budget PLFSS ! De son côté, LFI multiplie les procédures parlementaires de destitution du président dont elle sait qu'elle ne peut aboutir et qui précipiterait le triomphe électoral de Le Pen. L'intersyndicale

valide la manœuvre : « retraites, un premier pas qui en appellera d'autres » (CFDT, 20 octobre).

Contre les retraites, les directions syndicales sont invitées à une nouvelle conférence sociale.

Toutes les propositions seront à étudier. Certains veulent les systèmes par points, d'autres par capitalisation, d'autres veulent abandonner toute référence d'âge. Aux partenaires sociaux de s'emparer de cette question centrale. (Lecornu, Déclaration de politique générale, 14 octobre)

Tout le dispositif de Lecornu et Macron est très fragile. Même sans l'article 49.3, le gouvernement dispose de moyens pour parvenir à ses fins, mais reste sous la menace d'une nouvelle motion de censure. La représentation politique de la bourgeoisie est profondément divisée, affaiblie. Continuer jusqu'en 2027 avec un gouvernement chancelant ou essayer d'en sortir avec un gouvernement RN, seul ou avec des morceaux de LR après des élections anticipées, fait débat.

Pour la classe ouvrière, la non-censure ou la censure du gouvernement, la destitution ou le maintien du président n'ouvrent aucune issue politique, toute élection serait aujourd'hui très favorable au RN.

PS, PCF, LFI, unité pour le retrait des projets de budgets ! Dirigeants syndicaux, aucune négociation des plans du gouvernement pour mettre en place la retraite à points, par capitalisation, de nouvelles attaques contre les chômeurs, etc. Rompez avec le gouvernement !

La direction de la CGT décrète une journée d'action des retraités le 6 novembre. Les grèves saute-moutons, les journées d'action à répétition censées faire pression sur le gouvernement macroniste et les parlementaires conduit la classe ouvrière à l'impasse, comme en 2023 ! La « bataille parlementaire » promise par le PS, le PCF et LFI autour des amendements aux deux projets de budgets est un leurre, elle est perdue d'avance.

Il faut s'organiser pour préparer la grève générale, pour imposer aux directions syndicales de rompre avec le gouvernement Macron-Lecornu, pour l'affronter et bloquer ses budgets, pour le vaincre, pour arracher les revendications, pour affaiblir le RN.

Tout gouvernement bourgeois, y compris entre des partis réformistes et des partis bourgeois, tout replâtrage de la 5^e république, toute assemblée constituante ou 6^e république ne peut que se dresser contre la classe ouvrière, comme en 1848, en 1871, en 1946... Seul un gouvernement des travailleurs, issu de la mobilisation des masses organisée en conseils, pourra prendre les mesures nécessaires.

20 octobre 2025

